

Quels sont les véritables enjeux des conflits en Afrique (Mali, Algérie, Niger, etc.) ?

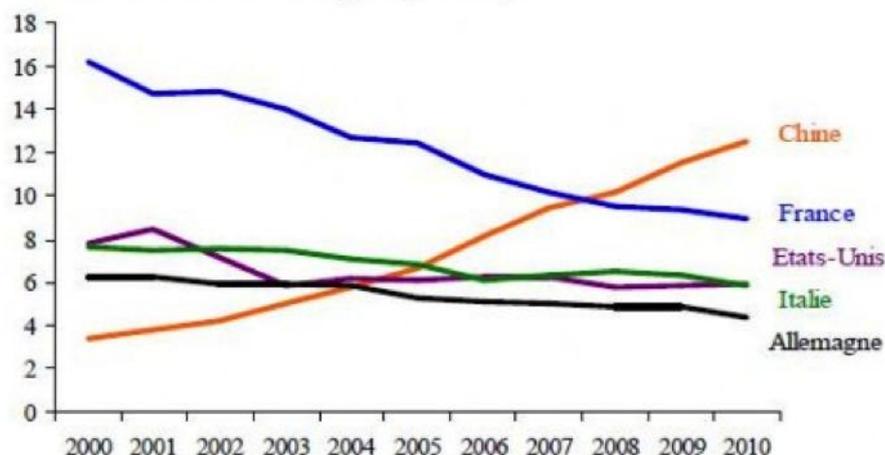
Il serait hasardeux de réduire le conflit au Mali, après celui de la Libye, à une simple question de sauvegarde des dernières guenilles de l'empire colonial français (la « Françafrique » champ de manœuvres des « barbouzes » de Foccart à Mitterrand). Ce conflit s'insère dans une longue chaîne de conflits à enjeux stratégiques : de la Somalie au Soudan, de l'Éthiopie à l'Érythrée, du Rwanda au Congo-Kinshasa, du Tchad à la Libye.

Le Mali est un maillon essentiel de la stabilité des frontières en Afrique - tracées naguère par le colonialisme français - enclavé et enserré par un nombre impressionnant de pays : l'Algérie, le Niger, le Sénégal, le Burkina-Faso, la Mauritanie, la Côte-d'Ivoire et la Guinée. Par sa position géographique, le Mali est aussi devenu un lieu de passage obligé de toutes sortes de trafics (cocaïne transitant maintenant par l'Afrique occidentale, depuis la Guinée-Bissau) et armes en tous genres nomadisant dans la région Maghreb-Sahel (Libye, Mauritanie, Algérie, Niger, etc.).

Les derniers rebondissements de la guérilla islamiste d'abord au Niger, autour des mines d'uranium (exploitées par la France et la Chine), puis dans le Sahara algérien, autour des puits gaziers, montrent que les enjeux géopolitiques dépassent bien ceux de l'ex-puissance française, bien déclinante depuis une dizaine d'années.

La « Françafrique » est aux abois. Les USA ont étendu leur zone d'influence sur certains pays stratégiques comme l'Angola, pour mieux contrôler les routes d'approvisionnement pétrolier. Le groupe britannique BP a développé ses positions en Algérie aux dépens de la France. Mais le problème majeur se trouve dans une tendance à la réduction des parts de marché de tous ces pays face à la Chine. La récente « bonne volonté » de la Chine soutenant l'intervention de la France au Mali, et par contrecoup au Niger, où elle dispose d'intérêts économiques, est purement circonstancielle, et ne doit pas cacher la nouvelle donne géopolitique.

Evolution des parts de marché des cinq premiers fournisseurs de l'Afrique (en %)



Source : Base Chelem (CEPII)

La Chine, sur quasiment tout le continent africain, Algérie incluse, a étendu méticuleusement sa toile depuis plus de 10 ans*. La Chine vise à contrôler l'Afrique non seulement pour son pétrole, mais aussi pour les métaux rares nécessaires au développement de ses industries électroniques et militaires.

Selon des chiffres récents, le commerce entre la Chine et l'Afrique est passé de 129,6 milliards de dollars US en 2010 à 200 milliards de dollars US en 2012. Avec l'élimination de Khadafi par la France, la Grande-Bretagne et les USA, la Chine a perdu une importante bataille dans le contrôle de son approvisionnement énergétique, même si elle conserve toutes ses positions au Soudan (Nord et Sud inclus, malgré la partition de 2011) qu'elle soutient de toutes ses forces, armes incluses.

Son « allié » actuel, la Russie, semble aussi faire une subite volte-face face à la montée en puissance géostratégique de la Chine à ses frontières. Selon le ministre français des affaires étrangères Laurent Fabius, la Russie aurait « proposé d'apporter des moyens de transports » pour la logistique des troupes et du matériel français au Mali. Serait-ce une monnaie d'échange pour conserver sa base militaire en Syrie, après la chute inévitable d'Assad II ?

Il est évident que l'intervention de la France au Mali et le réchauffement de ses relations avec l'Algérie n'ont rien à voir avec une quelconque « guerre » des matières premières entre John Bull et l'Oncle Sam, d'un côté, et l'Europe, de l'autre, dont la France essaierait de prendre la direction géopolitique. Tous les pays d'Europe et les USA – malgré leurs apparents différends – ont à terme tout à gagner à éliminer la Chine du continent africain pour lui couper ses approvisionnements énergétiques, avant que celle-ci ne mette en place son vaste plan de développement naval. Celui-ci pour le moment se réduit depuis 2011 à un porte-avions en mer de Chine.

* http://lekiosque.finances.gouv.fr/Appchiffre/Etudes/tableaux/EE_31.pdf

Études et Éclairages, n° 31, mai 2012, « Les positions françaises en Afrique menacées ».

Mais trois autres porte-avions en construction à Da-lian et à Jiang-nan près de Shanghai ne tarderont pas à devenir opérationnels.

L'impérialisme français, qui est l'un des cinq *lazzaroni* du Conseil de sécurité de l'ONU, devra se plier aux décisions que voudront bien lui soumettre les USA. C'est ainsi que le secrétaire d'État américain à la Défense Leon Panetta avait souligné il y a une semaine que les opérations au Mali ne constituaient pas une guerre française mais exigeaient « **un effort international** » qui devrait être confirmé par l'ONU, autrement dit tous les « *lazzaroni* », Allemagne et Brésil inclus (puisqu'ils y sont associés).

La question du terrorisme islamiste qui entraîne ses « brigades internationales » dans le but de former un nouveau califat en Afrique – l'Afrikanistan – pourrait sembler secondaire si derrière lui ne se profilait un redécoupage impérialiste de l'Afrique occidentale et centrale qui profiterait à l'Algérie et à des sous-puissances extrarégionales (Arabie saoudite, Qatar, Émirats du golfe arabo-persique), qui s'appuient ici et là sur un « mouvement de libération nationale touareg » créé de toutes pièces.

La situation gravissime de décomposition économique et politique de tous ces pays africains rattachés naguère à la Françafrique ne peut que nourrir des appétits impérialistes dont les acteurs sont multiples. Dans ce sens, l'élimination de Khadafi a permis d'octroyer gratuitement d'immenses stocks d'armes à ces guérillas « islamistes », manipulées plus ou moins par les services secrets des États islamiques mentionnés plus haut. Aussi la guerre au Mali et l'offensive terroriste de l'AQMI (Al-Qaida au Maghreb islamique) en Algérie ne sont pas indépendants l'un de l'autre. Leur surgissement ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt, c'est-à-dire dissimuler un tournant géostratégique en Afrique.

L'Afrique est devenue un explosif champ d'affrontements impérialistes, essentiellement tripolaire : USA et pays anglo-saxons (Australie, GB et Canada); Europe (principalement Allemagne, Italie et France) ; et la Chine, en vue d'un contrôle stratégique des matières premières. Les USA cherchent hic et nunc à déployer toute sa force militaire contre la Chine en se dégageant de l'Afghanistan, pour se concentrer sur les zones Pacifique et Océan indien, avant de s'attaquer à la « question africaine ».

La Chine des 20 dernières années n'a jamais caché son intention de contrôler l'Afrique, non seulement économiquement, mais à terme stratégiquement, dès qu'elle en aura les moyens navals. Toute son idéologie impérialiste – répandue *ad nauseam* dans ses « manuels scolaires » – s'appuie beaucoup sur le « modèle » de l'empereur Yong-le qui fit construire au XV^e siècle des centaines de navires (à l'origine d'un premier désastre écologique puisque la moitié de la couverture forestière du sud de la Chine disparut !) et ordonna de grandes expéditions « d'exploration » dans tout l'océan Indien, vers l'Afrique orientale en particulier.

Les USA visant à conserver leur hégémonie sur le monde (ils disposent de 50 p. 100 des armements de pointe), l'Empire du milieu doit s'attendre à une

contre-offensive US en règle sur tous les continents, en Asie d'abord, et très rapidement en Afrique**.

Quant à la France « hollandaise » et aux autres pays d'Europe (G.B., tant qu'elle restera dans l'Europe; la France, l'Allemagne et l'Italie), la question qui préoccupe tous ces brigands n'est sûrement pas le respect des « droits de l'homme » et la « construction d'États de droit ». Leur obsession est celle de savoir quelles parts de marché leur seront concédées dans ce théâtre d'ombres africain dont les deux premiers rôles sont les USA et la Chine.

La guerre au Mali ne se limitera pas à l'Afrique de l'Ouest : la porte est déjà largement ouverte à d'autres conflits en Afrique centrale (Rwanda, Ouganda, Congo) où les grandes puissances impérialistes s'impliquent militairement (par exemple, les Britanniques au Rwanda, qui est devenu anglophone).

Le *scramble for Africa* (partage de l'Afrique par les grandes puissances décidé au deuxième Congrès de Berlin en 1884-1885) ne fait que se perpétuer.

Une fois de plus, les populations d'Afrique, prises entre plusieurs tirs croisés de brigands armés, avec ou sans uniformes, sont les victimes sanglantes et terrorisées de ces appétits impérialistes, que leur idéologie soit la « construction d'États de droit », les « luttes de libération nationale », ou le djihadisme dont le « sacro-saint coran » est le manuel d'utilisation de la kalachnikov.

Une fois de plus, les travailleurs des pays industrialisés devront payer le prix fort de ces guerres, qui s'inscrivent dans une course à des armements toujours plus sophistiqués entre l'Otan d'un côté et les puissances impérialistes émergentes*** de l'autre. Plus que jamais, l'Afrique, proie du capitalisme mondial globalisé, est appelée à connaître un sort tragique : celui d'être un champ d'affrontements militaires ou paramilitaires (guérillas) dont les masses appauvries seront toujours les impuissantes victimes, si elles ne réagissent pas EN COMBATTANT TOUS LES CAMPS en présence.

23 janvier 2013.

Ф. Б.

** http://fr.wikipedia.org/wiki/United_States_Africa_Command

Le Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM), créé par le Département de la Défense en 2007 et entré en fonction en 2008. Il coordonne toutes les activités militaires et sécuritaires américaines sur ce continent et doit intervenir dans 35 pays africains en 2013.

*** La Chine va doubler ses dépenses en armements d'ici à 2015, lesquelles grimperont de 119 à 238 milliards de dollars. En 2020, les pays «non-OTAN» représenteront plus de 50 % des dépenses militaires mondiales, contre 34 % aujourd'hui. (Pascal Boniface (dir.), *L'année stratégique 2013*, Armand Colin/Iris, 2012, p. 58-59).